

janvier /juin  
2010  
N°10



# Lettre de l' AISLF

Association Internationale des Sociologues de Langue Française

## Éditorial

Marx, Durkheim, Weber se situaient tous les trois dans le prolongement du fameux «maîtres et possesseurs de la Nature». Ce credo de la modernité, qui a inspiré toutes les sciences et en particulier la sociologie, qui a alimenté d'innombrables efforts de recherche et justifié les entreprises les plus diverses, connaît aujourd'hui une crise paradoxale, puisque c'est au moment où nos pouvoirs dépassent de loin ce que pouvaient imaginer nos chers classiques que le doute nous saisit le plus intensément. Plus encore que lors de la révolution industrielle, sans le secours que l'on sait maintenant illusoire des théories historicistes, le défi aujourd'hui est de résoudre les incertitudes nées de notre activité tous azimuts, de la mondialisation, de la mobilité générale des choses, des personnes et des cultures, de la population, de la pollution, de la faim, etc. Ce sera l'objectif de notre prochain congrès

à Rabat de «Penser l'incertain», selon des lignes de force définies par le texte d'orientation générale qui constitue le dossier. Nos CR et GT, qui ont été sollicités pour définir cette importante manifestation, s'emploient déjà à intégrer cette dimension dans leurs futurs appels à communication. Didier Vrancken et Rahma Bourqia pilotent ce qui sera probablement un de nos plus grands congrès.

La localisation de notre XIXe Congrès nous impose une meilleure connaissance de la sociologie marocaine et de son histoire, depuis le Protectorat français jusqu'à aujourd'hui. Nous devons cet effort de synthèse à Khadija Zahi, de l'Université de Marrakech, dont le texte retrace les ruptures avec la sociologie coloniale, les tensions avec le pouvoir et finalement le développement depuis les années 1990.

Une vingtaine de colloques de l' AISLF ont eu ou auront lieu en 2010. C'est le signe évident d'une vitalité de nos CR ou GT qu'il faut saluer. C'est là que réside le cœur de nos activités, que se renouvellent la réflexion, les perspectives, les réseaux, que se recrée en permanence notre raison d'être. Le CR 34 *Intervention et politiques sociales* est cette fois à l'honneur. Notre revue *SociologieS* fait preuve également d'un dynamisme indéniable. Elle a maintenant quatre ans et elle est déjà bien en vue dans le paysage sociologique. Le *RéDoc* a tenu avec beaucoup de succès sa première université d'été à Lausanne et prépare pour l'année prochaine sa deuxième manifestation. Réfléchir le monde contemporain dans sa diversité internationale n'est pas chose facile et, pour relever le défi, ce n'est pas trop d'une Association qui garde bon pied bon œil.

André Petitat

## Sommaire

Éditorial	1
Activités du Bureau	2
Activités des CR et GT	5
Dossier : Le thème du Congrès de 2012 à Rabat (Maroc)	11
Ouvertures : La sociologie au Maroc	14

## Activités du Bureau

### Décisions du Bureau à Brazzaville, Congo, février 2010

#### Rapport financier 2009

Le compte de résultat 2009 indique, comme d'habitude, un déficit. Mais celui-ci est moins élevé que d'habitude (subvention de l'Université de Toulouse Le Mirail et assez bonne recette en cotisations). Nous fonctionnons toujours sur le surplus dégagé par le Congrès. Notre fragilité est double : du fait que la subvention de l'UTM est désormais conditionnelle et peut être remise en cause chaque année ; et dans l'éventualité d'un Congrès sans bénéfice.

#### Prochaines réunions et colloques avec présence de membres du Bureau

\* **Rome, Italie, 3 au 5 juin 2010** : appel à communication lancé sur le thème « Le discours des sciences sociales sur l'Europe. Bilan critique et nouvelles perspectives de recherche ».

\* **Canton, Chine, 9 au 12 octobre 2010** : projet élaboré sur le thème : « Sociologie des nouveaux rapports de pouvoir et formes actuelles de domination », qui sera diffusé prochainement. Le colloque se déroulera en français avec des interventions en chinois et peut-être en anglais.

\* **Athènes, Grèce, printemps 2011** : colloque organisé avec le Département de sociologie de l'Université Panteion sur le thème : « Rapports humains et NTIC, l'ère des redéfinitions ».

\* **Nancy, France, automne 2011** : thème pressenti « Européanisation des politiques sociales (inclusion et soins de longue durée), gouvernance et place de la société civile, notamment associations... », associant le CR 06 et le CR 34.

\* **Braga, Portugal, printemps 2012** : thème du colloque : « La crise de(s) socialisation(s) ». Il sera organisé avec les CR 07, 08 et 32 et sera bilingue avec traduction simultanée.

#### Candidatures

Sont examinées et acceptées 19 candidatures, qui se répartissent comme suit : 9 hommes et 10 femmes dont 3 doctorants et 4 doctorantes, venant : du Cameroun : 1 ; de France : 12 ; d'Italie : 3 ; de Roumanie : 1 ; de Suisse : 1 ; de Tunisie : 1.

Il est décidé d'accélérer la procédure d'admission, en examinant les candidatures en exécutif du Bureau chaque fois que deux réunions seront éloignées dans le temps. Simplifier dans le même esprit l'accusé de réception des dossiers de candidatures.

#### RéDoc

Il a fait l'objet du dossier de la *Lettre* n°9. Convention signée en janvier 2010 entre l'AUF et l'AISLF. André Petitat, avec l'appui de l'Université de Lausanne, gèrera ce réseau international d'Écoles doctorales jusqu'à la fin de son mandat de président. Le financement est assuré pour l'École d'été de Lausanne en juin 2010. Il faut maintenant faire de cette École d'été une réussite et mettre en œuvre le programme des années suivantes : Québec (Montréal) en mai 2011 – Tunisie (Tunis) en automne 2011 – Belgique (Louvain ou Bruxelles) en janvier/février 2012 – Maroc (Rabat) en juillet 2012 – France (Aix-en-Provence) en juillet 2013.

#### CR et GT

Opération de mise en valeur sur le site de l'AISLF lancée : mise en ligne de textes de présentation pour ceux qui ont déjà une page ou qui avaient été présentés dans une *Lettre*, soit 16 CR. Invitation des responsables à donner leur accord ou à les modifier. Message à tous les autres demandant un texte de présentation de 1200 signes pour le 15 mars. Des relances sont à prévoir dans les deux cas.

Par ailleurs, pas de mouvement, ni de demande de création ou de passage GT ⇒ CR à signaler.

#### Lettre Aislf

\* La *Lettre* n°9 vient de sortir. Sa rubrique « Ouvertures » est consacrée à *Sociologie et Francophonie dans les deux Congo*. Des exemplaires largement diffusés à Brazzaville.

\* **Lettre n°10** : datée de janvier/juin 2010, elle sera diffusée début juillet. Le sommaire est au point. Le dossier sera consacré au thème du Congrès, et la rubrique « Ouvertures » à la sociologie au Maroc.

\* **Lettre n°11** : présentation du CR 32 *Savoirs, métiers, identités professionnelles*. Pour le Dossier, deux possibilités : actualisation de l'analyse des membres de l'association ou « Professionnalisation et doctorats professionnels ».

### **Sociologies**

\* **Reconnaissance par l'AERES** (Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur) en France qui la classe parmi les revues prises en compte dans l'évaluation des enseignants-chercheurs et de leurs unités.



\* Une **réunion du Comité de rédaction** s'est tenue en deux temps : à Montréal pour les Québécois en octobre 2009 et à Paris pour les autres début novembre. Décision de création de nouvelles rubriques/transformation des anciennes : « Dossiers » ; « Grands résumés et débats » remplaçant « Débats » qui marchait mal ; « Expériences de recherches » mieux adapté que « Transferts ».

\* Montée en puissance du nombre des articles soumis à la publication, ainsi que des dossiers en préparation, ce qui demande de plus en plus de travail et amène à accélérer le rythme des livraisons.

### **Relations internationales**

\* **Session de l'AISLF au Congrès de l'AIS à Göteborg** en juillet 2010 : le programme est au point sous la responsabilité de Monique Legrand et Édouard Tiryakian.

\* **OIF** (Organisation internationale de la Francophonie) : l'AISLF va participer aux Journées organisées au mois de mars 2010 à Paris sur le thème « La ville éducatrice et le développement durable ». Elle sera représentée par Alain Bourdin, co-responsable du CR 02 *Sociologie urbaine* et spécialiste du thème.

\* **AIDELF** (Association internationale des démographes de langue française) : les choses se mettent en place. Accord pour une séance commune lors du prochain Congrès de l'ACFAS. Leur Congrès va avoir lieu à Genève exactement en même temps que l'École d'été de Lausanne. L'AISLF sera représentée.

\* Prendre des contacts avec l'**AICLF** (Association internationale des criminologues de langue française). Leur prochain Congrès se tiendra au mois de juin 2010 à Fribourg en Suisse.

\* **Séisme en Haïti** : l'AISLF se positionne sur un plan institutionnel en favorisant des participations à la formation en sociologie sur place (dès que l'université pourra fonctionner à nouveau) et un soutien à l'accueil

d'étudiants haïtiens à l'étranger ; collaborations possibles avec le CECI (Centre d'étude et de coopération international) au Québec ou encore avec l'AUF.

### **Préparation du Congrès de Rabat en 2012**

\* Le texte de la thématique est accepté en réunion.

\* Une première liste de conférenciers est dressée.

\* Discussion sur la structure générale du congrès, avec la distribution des plénières, des colloques des CR/GT

\* La question du Comité local d'organisation est en suspens.

\* L'exécutif du Bureau se rendra au Maroc en septembre 2010 pour prendre contact avec les nouveaux responsables académiques (vague de nominations au début de l'été).

\* Conception de l'affiche : à voir avec les ressources au Maroc.

\* Librairie : la question est moins cruciale que dans un pays non francophone comme la Turquie. S'y prendre néanmoins suffisamment à l'avance pour ne pas être piégés par le temps.

**Odile Saint Raymond**

## Compte rendu du colloque de Brazzaville, Congo, 16-19 février 2010

### Contexte

Ce colloque était organisé conjointement par l'AISLF et le Département de sociologie de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville, sur le thème « Sociologie des mutations, mutations des sociétés ». Un total de 350 personnes ont pris part à ce colloque dont les travaux ont été chaque jour commentés dans les medias nationaux et internationaux.

Dans le contexte général de mutations sociales où le local côtoie le global, l'analyse sociologique des sociétés contemporaines a pu bénéficier au cours de ce colloque, de plusieurs regards et postures sociologiques afin de mieux répondre aux défis du monde contemporain et d'aider à la décision. S'inscrivant dans une dynamique scientifique impulsée par l'AISLF depuis plusieurs années, le colloque de Brazzaville s'est, dans les plénières et dans les ateliers, appuyé sur quatre thèmes principaux : « État, gouvernance, société civile » ; « Travail et dynamiques entrepreneuriales » ; « Santé et développement » ; « Le religieux et le culturel ». Comme l'AISLF s'est engagée à le faire si elle est sollicitée, une journée universitaire internationale a été organisée le vendredi 19 février : cours et séminaires pour les étudiants de sociologie en licence et maîtrise, ainsi que pour tous les doctorants de l'Université Marien Ngouabi, autour des thématiques suivantes : la sociologie et ses paradigmes ; les débouchés de la sociologie ; sociologie et sciences sociales.

### Principales conclusions

Plus de cinquante communications ont été présentées ; faute de financement, trente autres personnes n'ont pu venir à Brazzaville. En plus de ceux du Congo-Brazzaville, les intervenants en provenance de l'étranger venaient principalement d'Afrique (Algérie, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Gabon, République Démocratique du Congo, Côte-d'Ivoire, Sénégal) ; d'Amérique (Canada) ; d'Europe (Belgique, France, Portugal, Suisse) ; de l'Océan indien (Madagascar). Les interrogations

centrales auxquelles ont eu à répondre les communications aussi bien dans les plénières que dans les différents ateliers peut être énoncée en ces termes : quel éclairage scientifique le chercheur en sciences sociales et humaines peut-il apporter à la compréhension des mutations dans les sociétés contemporaines ? Quelles sont les réponses apportées par les institutions et les acteurs nationaux et internationaux (l'État, les individus, la société civile, les organisations internationales, les ONG nationales et internationales) à ces mutations ? Et quelles sont les différentes postures que peut adopter la sociologie francophone face aux questions scientifiques, pédagogiques et face à la demande sociale ?

Ces mutations ont été analysées dans des approches comparées au niveau local et au niveau global, dans des sites privilégiés d'observation sociologique des questions touchant aux quatre thèmes principaux auxquels s'est ajouté celui des migrations qui avait surgi comme préoccupation importante.

La sociologie a, au cours de ce colloque, bénéficié des apports importants des autres sciences sociales et humaines (notamment de l'histoire, de la géographie, de l'anthropologie, de la philosophie, de la psychologie, de l'économie, du droit, de la littérature, etc.). Dans un esprit de synthèse, à la suite des différentes communications, et des débats qui s'en sont suivis, les participants au colloque ont été amenés à identifier des axes principaux qui feront l'objet de recherches et d'études à moyen terme :

- Continuer à cerner les éléments caractéristiques du concept de « *mutation* » dans les différents domaines des sciences sociales et humaines, à travers les activités matérielles et idéelles. Il s'agit de savoir dans quelle mesure le passage d'une structure à l'autre permet de mieux appréhender les formes multiples de mutations sous leurs diverses désignations.

- Identifier quels sont les différents acteurs des mutations considérées aussi bien dans leurs aspects positifs que négatifs, en prenant en compte tous les « paliers en profondeur », les temporalités historiques, et sociales (politiques, économiques, culturelles et religieuses, etc.).

- Pouvoir distinguer clairement l'État comme principe d'unification et de présentation de son



unité politique, de la notion de gouvernance comme mode d'exercice du pouvoir.

- Réfléchir à la pertinence du rapport entre les pratiques et les représentations des individus. Dans quelle mesure une sociologie des mutations implique-t-elle une sociologie de l'imaginaire identifiable à travers des acteurs inédits des sociétés africaines contemporaines ? Sur un autre site d'observation sociologique, les religiosités populaires participent-elles du processus de « ré-enchantement du monde », du « retour du religieux » ? Ou bien sont-elles plutôt constitutives des formes de recompositions, de ré-invention du religieux et des modes multiples d'existence des individus dans différents contextes sociaux dont ceux liés à la rareté matérielle ?

- Considérer les dynamiques entrepreneuriales comme créatrices de valeurs qui dépendent aussi de l'environnement socio-culturel ; et situer le phénomène migratoire dans le contexte accéléré de la mondialisation contemporaine.

- Analyser de manière comparative toutes les formes de pathologies sociales liées aux problèmes de santé de la population, à la pauvreté et aux situations post-confliktuelles.

Les sociologues doivent être attentifs aux différentes mutations sociales au sein desquelles se lisent les dynamiques internes et les dynamiques externes, le local et le global. S'agissant des sociétés africaines contemporaines, il ne serait pas pertinent scientifiquement de regarder celles-ci sans chercher à les replacer dans le système-monde. Il est plus opératoire, dans une visée prospective, de considérer les sociétés africaines (en l'occurrence la société congolaise) comme de véritables actrices de leur développement.

La sociologie francophone se laisse appréhender dans ses dimensions fondamentale et appliquée. Elle permet au sociologue de s'interroger dans une démarche réflexive sur les fondements méthodologiques et sur l'utilité sociale de la sociologie qui doit sans cesse se renouveler tout en renouvelant ses grilles d'analyse et de lecture des sociétés en mutations.

Résolution a été prise de publier rapidement les travaux du colloque, si possible avant la fin de l'année 2010.

**Abel Kouvouama**  
<[abel.kouvouama@univ-pau.fr](mailto:abel.kouvouama@univ-pau.fr)>

## Activités des CR et des GT

### Colloques organisés par les CR et les GT au second semestre 2009

#### **Le soin négocié entre malades, proches et professionnels. Situations de maladie et de handicap de longue durée 8 et 9 octobre 2009, Brest, France**

Ce colloque international a été organisé sous la responsabilité scientifique de Simone Penneç, Françoise Le Borgne-Uguen et Florence Douguet, membres de l'Atelier de Recherche Sociologique (EA 3149) de l'université de Brest, Université européenne de Bretagne, avec les soutiens de l'AISLF (Comité de recherche 13 *Sociologie de la santé*), de l'AFS, de la Mire (DREES), de la CNSA.

L'idée inaugurale de ces deux journées était formulée en ces termes : « mieux comprendre la complexité du prendre soin, à travers la connaissance des divers arts de faire, ceux des individus souffrant de pathologies chroniques, ceux des membres de leur entourage et ceux des professionnels. Dans l'organisation actuelle des systèmes de santé, il s'agit de faire apparaître ce qui fait tension, achoppement ou facilitation pour la continuité des soins en situations de pathologie chronique et de polyopathologies ».

Le travail quotidien assuré par le malade et son entourage conduit à des interactions nombreuses avec les professionnels de santé et du social. Par ailleurs, les transformations dans l'organisation et l'espace des soins entre le domicile et l'hôpital, les mises en œuvre du droit des malades et des usagers, induisent une diversité d'expériences de santé.

Nous soulignerons l'intérêt des discussions scientifiques qui se sont tenues autour de la notion de soin négocié. La diversité, l'éclatement, voire l'aporie que cette terminologie contient, ont été largement mis en évidence. Dans un contexte de normalisation des soins, plusieurs communications ont exploré les conditions de ces négociations autour du soin. Au cours de l'expérience de la maladie, les controverses repérées entre malades, médecins et entourage, renouvellent les questions posées à la sociologie de la santé. Les dilemmes présents dans les relations malades-médecins, constituent aussi des enjeux sociaux de la définition d'un problème médical. Ils conduisent à intégrer d'autres acteurs dans la configuration et à examiner leurs attentes et leurs revendications, autour de la constitution conflictuelle d'aires d'exercices pour chacun d'entre eux (différents parents, différents professionnels).



Penser différents ordres de pratiques, de compétences et d'expertises, envisager les formes de reconnaissance et de conflictualité entre les partenaires mobilisés par l'expérience de la maladie : ce colloque a tenu cette perspective dans le champ de la santé. Placer ces analyses dans des espaces et des temporalités différentes selon les individus concernés, leurs contextes sociaux, leurs parcours avec des maladies, c'est tenter de rendre compte, en sociologues de la santé, des formes de collectivisation et d'individualisation de ces questions.

Cinquante-deux communications ont été présentées, dont 20 proposées par des chercheurs étrangers (Algérie, Belgique, Canada (Québec), Maroc, Portugal, Suisse). Elles se sont centrées sur les axes suivants :

- 1) l'expérience de la maladie ;
- 2) le travail de santé des malades et de l'entourage ;
- 3) les compétences profanes et professionnelles dans le soin à domicile ;
- 4) les effets de la maladie sur les proches ;
- 5) les négociations entre malades, médecins et patients ;

- 6) le soin en situation de déficiences et de handicaps ;
- 7) la préservation de l'autonomie et les consentements ;
- 8) les décisions et limitations de traitement ;
- 9) la continuité du soin et les enjeux professionnels ;
- 10) les réseaux de santé et les dispositifs de coordination.

La participation à ce colloque a été importante : 320 participants, dont 85 chercheurs et enseignants chercheurs, 125 étudiants de l'UBO, 25 doctorants hors-UBO et 85 professionnels de santé. Les dernières demandes d'inscription, une centaine, n'ont pu être retenues.

**Françoise Le Borgne Uguen**  
<[francoise.leborgne-uguen@univ-brest.fr](mailto:francoise.leborgne-uguen@univ-brest.fr)>

**Premières rencontres du Groupe**  
***Récits, fiction, media, culture et société***  
**(GT 12)**  
**16 novembre 2009, Rome, Italie**

Notre monde en mutation permanente suscite un désir renouvelé de nouvelles croyances. Le déclin des religions institutionnelles, du mythe du progrès et des utopies révolutionnaires accorde une place élargie aux mythes et modèles de comportement de nouveaux héros médiatiques. Cinéma, télévision et littérature contemporaines proposent de multiples scénarios de transformation de la vie réelle. Quoi de neuf dans les écrans fictionnels et les romans ? Quels buts ? Quelles orientations des valeurs ? Quels sens de l'action ? Le séminaire de recherche du 16 novembre s'est donné pour objet d'explorer un domaine qui actuellement soulève plus de questions que de réponses.

Le colloque s'est articulé en trois sections : « Récits », « Fiction » et « Cultures ». Y ont participé quarante chercheurs des Universités françaises, suisses, égyptiennes, grecques et italiennes, qui ont abordé le thème selon différentes approches disciplinaires. Le programme démontre l'ampleur du débat et le livre à paraître pourra, nous l'espérons, être un outil pour ceux qui voudront se repérer dans l'univers polymorphe des récits et de la fiction pour envisager une analyse du réel à partir de son reflet.

Le débat qui a suivi les interventions des participants a encouragé le GT 12, dont c'était la première manifestation, à se rencontrer sur le thème « Fiction et politique » à l'automne 2010.

La rencontre a enfin permis de créer au sein de l' AIS (*Associazione Italiana di Sociologia*) un groupe de recherche sur les récits et la fiction qui n'existait pas et a permis à des collègues italiens de se rapprocher de l' AISLF.

Les intervenants : André Petitat, Sabine Chalvon Demersay, İpek Merçil, Vittorio Cotesta, Mara Gambilongo, Francesca Setzu, Maria Pia Daniele, Marina D'Amato, Anna de Stefano Perrotta, Rosantonietta Scramaglia, David Ulmann, Laura Verdi, Chiel Monzone, Angelo Romeo, Nesma Elbatrik, Christiana Constantopoulou, Carlo Bordoni, Eusebio Ciccotti, Giani Losito, Maria Paola Piccini, Ida Cortoni, Michaela Liuccio, Francesca Anello, Michele Rak, Tiziana Musi, Cecilia Costa, V্লাudia Caneva, Milena Gammaitoni, Roberto Lavarini, Lia Luchetti, Eleanora Sparano.

**Marina D'Amato**  
<m.damato@uniroma3.it>



**Pauvreté de la globalisation,  
globalisation de la pauvreté.  
Expériences novatrices et perspectives  
de changement  
3 et 5 décembre 2009, Lisbonne,  
Portugal**

Le CR 30 *Inégalités, Identités et Liens Sociaux*, a organisé ce Colloque, consacré au thème de la pauvreté dans le cadre de la globalisation. L'activité a mobilisé le CesNova, Centre de Recherches en Sociologie de l'Universidade Nova de Lisboa, la Chaire Francophone de Travail Social et Politiques Sociales de l'Université de Fribourg (Suisse) et le Programa de Estudos Pós Graduados em Desenvolvimento Social de l'Universidade Estadual de Montes Claros au Brésil.

Le Colloque a réuni 100 chercheurs en provenance des continents européen, africain et sud-américain, des Brésiliens pour l'essentiel,

et l'activité s'est répartie entre conférences, tables-rondes et séances de présentation de communications.

Centré sur le thème de la pauvreté dans un contexte globalisé, le colloque s'est proposé de faire une double lecture des enjeux de la globalisation. Une première, essentiellement supportée par une série de grandes conférences, s'est attachée à engager une réflexion diagnostique d'ordre macro-social et à tenter de dessiner les orientations, les possibilités et les perspectives de changement. Une deuxième lecture, plus particulièrement inscrite dans le cadre des ateliers et portée par les communications des participants, a cherché à rendre compte de la façon dont la globalisation s'inscrit dans le quotidien des individus, soit pour leur imposer de nouvelles situations ou pour conditionner leurs pratiques et représentations à l'image des modèles globalisés, soit, au contraire, pour faire émerger des pratiques novatrices qui permettent aux individus de faire face aux situations, de s'approprier le mode original des modèles proposés ou pour leur résister.

À côté, ainsi, d'une analyse des dynamiques et des mouvements qui se jouent davantage au niveau du système, nous avons voulu rebattre les cartes analytiques en allant ausculter les frémissements de cette autre globalisation présente dans l'expérience quotidienne des individus, dans les transformations des représentations, dans le déploiement de nouvelles pratiques solidaires, dans les alternatives locales. L'idée est que les épreuves que la globalisation impose aux individus les obligent à réajuster leur rapport à l'environnement et aux autres, à développer de nouvelles formes et contenus pour définir leurs identités et à mettre en place de nouveaux modes de coopération. Il s'est agi de comprendre comment les questions qui font l'objet de profonds débats normatifs et politiques traversent déjà l'expérience concrète des individus et informent leurs pratiques quotidiennes.

**Casimiro Marques Balsa**  
<cm.balsa@fcs.unl.pt>

## Le Comité de recherche n° 34 Intervention et politiques sociales

### Rappel historique : la genèse du CR 34

Le GT 19 *Sociologie de l'action sociale* était tombé en désuétude. C'est ainsi que lors du 16<sup>ème</sup> congrès de l'AISLF en 2000 à Québec, il n'avait pu se réunir. L'initiative de le réactiver a été prise à ce congrès par François Aballéa, Michel Messu et Marc-Henry Soulet. Le Groupe s'était fixé comme objectif de proposer un appel à communication au 17<sup>ème</sup> congrès à Tours en 2004. Pour ce faire, un colloque intermédiaire inaugural dont le thème était « *Les espaces pertinents de la régulation sociale* » s'est tenu à Rouen en 2002. Il a réuni une quarantaine de personnes et a fait l'objet d'actes publiés par la revue *Innovations et sociétés*.

À la suite de ce dernier, un bureau comprenant, François Aballéa, Michel Messu, Didier Vrancken, Marc-Henry Soulet a préparé l'appel à communication du congrès de Tours : « *Régulation et intervention sociale* ». Plus de 25 communications y ont été prononcées et publiées sous forme d'un Cédérom distribué à tous les participants avant le congrès. Les intervenants étaient français, belges, suisses et québécois, mexicains et hollandais.

Le bureau a été élargi à cette occasion et y sont entrées : Evelyne Baillergeau (représentant le Québec ; elle enseigne par ailleurs depuis 2007 à Amsterdam), ainsi que Maryse Bresson (Université de Lille3 et depuis 2008, Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines).

L'activité du groupe s'est intensifiée suite au congrès de Tours et trois manifestations intermédiaires ont été organisées à

\* Lille en 2005 : « *Y-a-t-il une psychologisation de l'intervention sociale* » (plus de quatre-vingt participants). Les communications ont fait l'objet d'un Cédérom et d'une publication chez L'Harmattan (1).

\* Liège en 2006 : « *Le social à l'épreuve des parcours de vie* » (plus de cent cinquante participants) dont les principales communications

ont fait l'objet d'un ouvrage publié par les éditions Academia Bruylant (2) et d'un ouvrage paru en 2009 aux éditions de l'Université de Liège.

\* Fribourg en 2007 : « *Le temps des politiques sociales* » (plus de cent participants), dont les principales communications ont fait également l'objet d'une publication, en 2009, aux éditions Fribourg University Press (3).

À l'occasion du 18<sup>ème</sup> congrès de l'AISLF à Istanbul en juillet 2008, le GT 19 a rédigé un appel à communication sur le thème : « *La culture, un impensé des politiques d'action sociale* ». Trente communications ont fait l'objet d'un Cédérom distribué aux participants en séance. Cinq sessions ont été organisées, dont une conjointement avec le CR 30, « *Les appartenances comme support du lien social ?* », avec Michel Messu, Serge Paugam, Viviane Châtel.

À la suite du congrès, le bureau a été profondément remanié et élargi. En juin 2009, le GT 19 a été promu CR 34 *Intervention et Politiques sociales*. En 2010, le bureau du CR 34 se compose de la façon suivante :

- Maryse Bresson, Université de Versailles Saint Quentin, France, présidente.
- François Aballéa, Université de Rouen, France.
- Evelyne Baillergeau, Cremis, Montréal, Québec et Université d'Amsterdam.
- Céline Bellot, université de Montréal, Québec.
- Christian Jette, Université de Montréal, Québec
- Michel Messu, Université de Nantes
- Patrice Nivolle, Conservatoire Nationale des Arts et Métiers, France
- Ysabel Provencher, Université de Laval, Québec
- Marc-Henry Soulet, Université de Fribourg, Suisse
- Didier Vrancken, Université de Liège, Belgique

Le bureau se réunit au moins une fois par semestre. Ces réunions sont réalisées en visio-conférence ou en audio-conférence pour faciliter la participation des membres éloignés du lieu de la réunion. Ce bureau comprenant des collègues en provenance de cinq pays différents fait office de structure de coordination du Comité de Recherche.

### Projet scientifique

L'intervention et les politiques sociales désignent les modes d'action de la puissance publique au



cœur d'institutions, privées ou publiques, habilitées à intervenir sur les problèmes qui mettent à mal les processus de régulation sociale, processus portant sur la pertinence et l'application des règles qui permettent la coexistence d'individus inégaux, aux intérêts divergents voire contradictoires sur un espace donné. Or, ces modes d'action sont réinterrogés à la fois dans leurs principes, leurs méthodes et leurs moyens. L'objectif du CR 34 est de comprendre ces mutations en cours dans les sociétés occidentales, dans les pays émergents ou du Sud.

Intervention et politiques sociales se caractérisent traditionnellement par leur grande sensibilité à la conjoncture économique et sociale, aux transformations structurelles des sociétés et des modes de vie, et par la permanence de leurs orientations normatives et de leurs modèles d'action. Ce qui revient à dire que leurs modèles ont une certaine capacité à absorber le changement sans se dénaturer et à se développer selon leur propre logique interne. Cette situation est sans doute aujourd'hui en train de changer.

La crise qui frappe les diverses économies et ensembles régionaux, notamment les pays occidentaux, démultiplie et aggrave les problèmes sociaux traditionnels, ceux des familles, des ménages et des personnes en difficultés du fait notamment de la perte de revenus issus du travail ou du patrimoine, des problèmes d'addiction, des violences familiales, de l'isolement. Mais de nouvelles questions sociales ou plus concrètement de nouveaux problèmes se font jour. Ceux-ci tiennent plus à l'évolution générale de nos sociétés. S'ils diffèrent sensiblement d'un pays à l'autre, ils offrent également beaucoup de similitudes. Ils s'inscrivent dans la réalité sociale des sociétés de la modernité avancée et réflexive alors qu'un sentiment diffus de vulnérabilité et d'insécurité se développe, qu'une nouvelle temporalité des cycles de vie modifie les repères et les pratiques, que les mouvements transnationaux s'intensifient consécutivement à la globalisation.



On peut mentionner, sans prétention à l'exhaustivité : les difficultés d'insertion des jeunes, la multiplication des salariés pauvres, la réapparition de la question sans domicile, la précarisation des femmes seules chargées de famille, le grand vieillissement et les antagonismes intergénérationnels, la fragmentation de l'espace public, le « problème des banlieues », les violences consécutives aux affirmations culturelles sinon ethniques, la question des résidents clandestins, etc.

Ces problèmes s'exacerbent dans un univers institutionnel profondément déstabilisé. Dans un contexte de transformations de l'État, la délimitation de l'intervention sociale par la sphère de la puissance publique devient ou redevient un objet de débat et de controverse. Sur des nouveaux terrains tels que ceux de la grande pauvreté ou des violences urbaines, les associations peuvent jouer un rôle moteur, avec ou sans financement de la puissance publique : c'est notamment le cas au Québec, au Royaume-Uni, en Europe du sud. Partout, la transformation des orientations normatives et l'évolution des modes de gestion des institutions, y compris des associations, réinterrogent les catégories établies des publics, usagers ou ayants droit. Au-delà, la nature de l'intervention éducative, curative, palliative, ou encore les modalités de l'intervention semblent se décliner autour de ces nouveaux maîtres-mots que sont l'individualisation, le projet, l'accompagnement, la proximité. Cette évolution affecte en retour les acteurs de l'intervention, les travailleurs sociaux professionnels canoniques déstabilisés dans leur identité, les intervenants aux profils multiples et aux qualifications et compétences variées et variables, les bénévoles aux attentes renouvelées et aux engagements renégo-ciés... Sans compter les contrecoups relatifs au fonctionnement du marché du travail, aux institutions de prise en charge de la non-activité, à la rationalisation des soins tant ambulatoires qu'hospitaliers, aux vicissitudes de la santé mentale, aux difficultés d'intégration scolaire, aux ségrégations urbaines et spatiales. Ceci, et c'est là le changement essentiel, dans un champ où les modes d'intervention définissent autant les problèmes qu'ils y

tépondent, alors que les politiques sociales et les modèles d'intervention sont eux aussi réinterrogés à la fois dans leur principes et dans leurs méthodes et leurs moyens : désengagement relatif de la puissance publique, décentralisation, privatisation sinon marchandisation de l'intervention, rationalisation managériale, multiplication des dispositifs *ad hoc*, affaiblissement des logiques professionnelles, individualisation, évaluation, etc. Ils le sont consécutivement à une réévaluation des principes de solidarité et de responsabilité. Plus globalement, l'État social se trouve littéralement métamorphosé, par-delà les formes qu'il a prises dans les différents pays.

Toutes ces évolutions sont ambivalentes sinon ambiguës. Elles présentent de nouvelles opportunités de respect des identités, de reconnaissance, de participation, de valorisation voire d'émancipation. Elles comportent aussi des risques pour les individus renvoyés à leur responsabilité et à leur solitude. Des individus sans appui collectif pour maintenir leur identité et soumis à des injonctions parfois irréalistes mais culpabilisantes et paralysantes.

Dès lors s'ouvre une période de triple incertitude : incertitude quant à la nature et la gravité des problèmes qui mettent à mal le lien social, incertitude quant aux orientations normatives et aux modalités de l'action, incertitude quant aux effets des nouvelles pratiques et des modes d'intervention.

Le diagnostic rapidement établi ci-dessus constitue pour nous une base de réflexions qui devra être affinée en fonction des traditions nationales et politiques, des idéologies de référence, des contextes nationaux et locaux, des rapports de forces et des diverses conceptions et modes de gestion de l'État social. Sans prétendre à l'exhaustivité, ce diagnostic offre des pistes pour comprendre les difficultés auxquelles est confronté le champ de l'action et de l'intervention sociales dans les sociétés occidentales et les difficultés d'une régulation minimale des questions sociales dans les pays émergents ou du Sud.

Dans les divers pays qui ont développé l'intervention sociale comme un champ du politique et un segment des politiques publiques, formé des professionnels, les traditions de formation et de recherche diffèrent : la diversité

s'observe pour les disciplines qui ont plus particulièrement investi ce champ ; en sociologie, elle concerne aussi les modèles théoriques plus particulièrement adoptés pour appréhender les problèmes et les modes d'intervention. Peu de domaines ont sans doute autant suscité la mobilisation de paradigmes différents – fonctionnaliste, interactionniste, ethnométhodologique, structuro-génétique, critique. L'intervention et les politiques sociales ont également intéressé nombre de sous-champs disciplinaires tels que la sociologie de la déviance et du contrôle social, la sociologie des organisations et de l'innovation, la sociologie des professions et des institutions et suscité maintes controverses aussi affirmées, notamment sur le travail social, sa finalité et ses méthodes, même si le débat s'est quelque peu feutré depuis lors...

On voit bien ainsi l'intérêt de confronter des analyses sur des situations différentes et la nécessité de comparaisons internationales. De même, perçoit-on l'intérêt de démultiplier les approches, de confronter les paradigmes et d'en évaluer la pertinence en fonction des questions posées. On voit également l'intérêt d'organiser la confrontation des chercheurs et des praticiens pour peu que ceux-ci s'engagent, comme c'est souvent le cas des travailleurs sociaux formés à ou par la sociologie, dans un travail réflexif sur leur pratique. C'est une condition de renouvellement du regard qu'entend apporter le CR 34.

Ses thématiques privilégiées se dégagent de l'analyse qui précède :

- Genèse et transformation de la question sociale ou plus fondamentalement analyse des conditions de la requalification d'un problème social en une question sociale mise à l'agenda du politique.
- Confrontation et analyse des idéologies et des systèmes référentiels du champ, analyse critique de leurs concepts fondateurs sensiblement différents selon les pays et les traditions : démocratie participative, justice, égalité, solidarité (communautaire ou républicaine), responsabilité, risque, sécurité, vulnérabilité, etc.
- Transformation du système et des dispositifs institutionnels de la prise en charge de la question sociale, orientation normative, organisation, gestion, délégation au secteur privé non-lucratif ou lucratif, constitution d'un

tiers secteur contribuant à la transformation de l'État social et ses dispositifs de prise en charge, articulation avec les autres grandes fonctions collectives : formation, santé, travail, sécurité publique, habitat, etc.

- Évolution des systèmes d'acteurs au sein des institutions. Analyses menées auprès des professionnels, des bénévoles/militants : professionnalisation, qualification, éthique et déontologie, évolution des statuts, formation, professionnalité, organisation professionnelle, identité.

- Évolution des systèmes d'action, des techniques, des méthodes, des outils, des procédures avec leurs fondements théoriques et pragmatiques.

### Programme 2009- 2012

Le programme présenté ci-dessous s'inscrit dans les orientations problématiques du CR 34, développées plus haut.

- 28-29 janvier 2010 : *Institutionnalisation// désinstitutionnalisation de l'intervention sociale*, Colloque international, organisation GRIS, Université de Rouen (François Aballéa). Plus de 75 communications. Réalisation d'un Cédérom. Publication sous forme de livre, en cours de réalisation.

- 11-13 Mai 2011 : *Pratiques et politiques d'insertion dans le contexte de la nouvelle gestion publique*, colloque Canada–Europe, dans le cadre du congrès de l'AFCAS, Université de Sherbrooke/Bishops's University (Céline Bellot, et Maryse Bresson). Sous réserve d'acceptation par le comité de l'AFCAS.

- Juillet 2012 : participation au Congrès de l'AISLF à Rabat, Maroc, sur le thème : Penser l'incertain.

Maryse Bresson  
<[mbresson@nordnet.fr](mailto:mbresson@nordnet.fr)>

### Notes

1. Bresson Maryse (dir), *La Psychologisation de l'intervention sociale : mythes et réalités*, Paris, L'Harmattan, Logiques sociales, 2006.

2. Vrancken Didier et Thomsin Laurence (dir), *Le Social à l'épreuve des parcours de vie*, Louvain-la-Neuve, Academia Buylant, 2008 ; Thomsin L. et Vrancken D., *Parcours de vie en actes*, éditions de l'Université de Liège, 2009.

3. Châtel Viviane (dir.), *Les Temps des politiques sociales*, Fribourg, Fribourg University Press, 2009.

## Dossier : Thème du Congrès de 2012 à Rabat (Maroc)

### Penser l'incertain

En quelques décennies, se sont multipliés les débats sur les défis climatiques, environnementaux, économiques, sur la santé, sur la qualité alimentaire dans le Nord, sur la faim dans certains pays du Sud. Le monde actuel est traversé de part en part par une crise de nos certitudes de maîtrise de la nature et de la société, crise paradoxale puisqu'elle s'enracine dans nos immenses pouvoirs de transformation, ceux-là mêmes qui entretenaient nos espoirs de progrès et dont les conséquences imprévues nourrissent aujourd'hui nos appréhensions. Si les incertitudes d'origine naturelle ont longtemps marqué la conduite des activités humaines, d'autres, liées aux activités de l'homme, ont désormais pris l'ascendant. Elles alimentent nombre de controverses autour des choix politiques ou des changements techniques et scientifiques, livrant au passage une grande variété des points de vue en présence.

Notre époque n'est pas subitement confrontée aux risques. Ceux-ci sont des données inhérentes au monde social. Ils ont progressivement pris une autre dimension. Ainsi les États-nations se sont-ils dotés de moyens pour évaluer les risques apportés par la modernité industrielle, les mesurer en vue de limiter leur action, voire pour dédommager les victimes de leurs effets néfastes. Les risques se sont ainsi inscrits dans toute une technologie politique destinée à les encadrer et à en contrôler les effets. L'évolution actuellement en cours verrait un accroissement de la demande sociale pour mieux maîtriser l'incertain, alors même que des situations que l'on pensait calculables semblent devenir plus imprévisibles, moins saisissables.

S'il est probable que la mondialisation de l'économie, l'émergence d'entités politiques supra-nationales aient accentué les interdépendances et réduit les risques de conflits mondiaux, il semble également qu'elles aient augmenté la complexité de nos relations, révélant du même coup l'insuffisance de nos régulations et ébranlé notre perception du maîtrisable. Dans un nouvel environnement international caractérisé par le développement de flux financiers à l'échelle planétaire, de quête de mobilité et de flexibilité, on assiste désormais à une mise en mouvement généralisée des individus et à un foisonnement des discours et des dispositifs visant à mobiliser davantage leurs compétences. Cette tendance contribue à placer les individus dans un état d'incertitude et de responsabilité face à des injonctions à se « prendre en charge », « s'activer », « s'impliquer » toujours davantage. L'activité prédictive et anticipatrice cède souvent la place à la prise en compte de l'aléa, l'imprévisibilité devenant même un moteur de notre vie sociale. Dans ce contexte, la cohésion et les liens sociaux de proximité se trouvent sensiblement questionnés, les individus de plus en plus mis à l'épreuve. Nous serions désormais entrés dans un mouvement sans fin du risque invitant l'individu moderne à se penser et à vivre en tant qu'entrepreneur de ses conduites.

Pour la sociologie, le défi est bien de penser cet incertain auquel elle a longtemps accordé peu de place, avant que des approches plus récentes ne le placent au cœur de leurs préoccupations. Le XIX<sup>ème</sup> congrès de l'AISLF entend aborder cette réflexion de front en lui accordant une place centrale. En effet, derrière les nombreuses déclinaisons du risque et de la « société du risque », il faut pouvoir relever combien les sociétés sont de plus en plus gagnées par l'incertain, non parce qu'elles sont en soi moins « sûres » que par le passé, mais parce que les régulations collectives destinées à maîtriser le cours d'une vie semblent aujourd'hui prises en défaut, à tout le moins en profonde reconfiguration. Peut-être aussi parce que la confiance dans les grandes entreprises de rationalisation du monde (science, droit, systèmes politiques) s'est érodée.

Lorsque l'incertain apparaît comme un trait marquant de l'existence, notre capacité

collective de protection se voit interpellée, voire prise à défaut. Ainsi une société du risque est-elle avant tout une société d'individus caractérisée par un potentiel différentiel de protection : la capacité de « se mettre à l'abri » devient alors une préoccupation commune, distribuée de manière inégale, tant les individus se protègent et s'exposent différemment. Les inégalités sociales, qu'elles soient entre les sociétés du Sud et celles du Nord, ou au sein d'une même société, se réduisent moins facilement qu'auparavant à des différences de ressources et de statut, elles intègrent désormais la maîtrise des risques.

Il y a, autour de la réflexion sur l'incertain, un questionnement transversal que les cinquante comités de recherche et groupes de travail de l'AISLF pourront rencontrer à travers l'ensemble des thématiques sociologiques dont ils sont porteurs. Quant à nos plénières du matin, trois thèmes orienteront plus particulièrement la réflexion : la mise à l'épreuve, le rapport à l'action et les défis posés aux individus dans un monde incertain.

### **1. À l'épreuve de l'incertain**

L'individu contemporain devient de plus en plus difficilement identifiable en tant qu'individu isolé ou encore en tant qu'individu caractérisé par une appartenance à un statut ou à un collectif. Il serait également saisi à partir du mouvement, du déplacement et émergerait à la lueur de la multiplicité et de la diversité de trajectoires qu'il accomplirait désormais : les trajectoires familiales, professionnelles, relationnelles, conjugales, migratoires qui n'en finiraient pas de s'entrelacer. L'entrecroisement de ces trajectoires laisse transparaître combien la vie tend à être perçue comme une succession d'épreuves à travers lesquelles les individus passent et se construisent tout au long de leur existence. Toute cette dynamique de parcours et de trajectoires a, au cours de ces dernières années, pris un accent particulier auprès des personnes les plus fragilisées par la montée des insécurités d'existence, personnes à qui il s'agit d'assurer une continuité des droits au travers de trajectoires irrégulières, de plus en plus incertaines, frappées par la discontinuité et les aléas de l'inactivité, du chômage, des écarts de développement entre pays du nord et pays du sud. Fondamentalement,



l'indétermination du monde confère à la notion d'épreuve un rôle primordial tant les personnes doivent y faire preuve des compétences pour agir, désigner, qualifier ou justifier. La réversibilité du résultat des épreuves, le fait que celles-ci puissent se rejouer, constitue un enjeu important de nos mondes sociaux. Si les épreuves à l'issue incertaine sont vécues de manière singulière, elles n'en sont pas moins socialisées, dessinant de véritables parcours à l'échelle d'une société, parcours au cours desquels s'opère une nouvelle forme de différenciation sociale.

## 2. *Agir face à l'incertain*

Un questionnement au cœur de l'incertain appelle une profonde réflexion sur les modalités de l'action. Sans s'aligner sur un catastrophisme ambiant, on peut postuler que le social se redéploie sous de nouvelles formes et interpelle le regard du sociologue. Des collectifs, des associations mais aussi des experts se mobilisent pour réclamer d'autres modèles de développement, dénoncer certaines dérives techniques et économiques. Des comités de citoyens, des conseils locaux contribuent à densifier la société civile, se saisissent de questions les concernant au premier chef. Ils apparaissent davantage comme de nouvelles opportunités politiques pour vivifier les espaces de délibération et mettre en débat la conduite du développement de notre société. À des degrés différenciés, dans la plupart des pays occidentaux, tout aussi bien que dans les sociétés non occidentales, les réponses publiques à la problématique des risques sociaux n'ont nullement déserté la scène, mais elles se sont transformées. La compétence régulatrice des États s'est pour partie déplacée sur les individus eux-mêmes, aidés et accompagnés par les dispositifs publics appelant à la responsabilité de tout un chacun. On peut déceler des traces de ce passage dans l'attention progressive accordée à l'« action publique », au détriment de celle naguère accordée à l'État. Dans ce contexte, les politiques publiques se recomposent, cherchent à puiser dans leurs dynamiques locales, deviennent davantage incitatives. Les rapports de pouvoir apparaissent plus instables et diffus, n'émanant plus d'un foyer central d'émission. Face à la complexité sociale et à la diversité culturelle qu'il entend rencontrer, l'exercice du

pouvoir semble largement reposer sur la volonté de mettre en série, d'aligner, d'agencer, de relier les pratiques et les initiatives politiques.

## 3. *Les défis de l'incertain*

À l'échelle planétaire, les questions relatives aux changements climatiques, à la biodiversité, à l'énergie, au risque nucléaire, au respect de l'environnement, font désormais figures de défis majeurs sur tous les continents. Les catastrophes naturelles et les accidents écologiques significatifs ont participé au mouvement. Ils ont permis d'illustrer combien la définition de la vie elle-même est devenue une préoccupation centrale. Préoccupation qu'a timidement rencontrée la sociologie, notamment dans le domaine du vivant, en accordant progressivement attention à des thèmes aussi variés que la santé, la sexualité, les rapports au corps, l'alimentation, les manipulations génétiques, l'euthanasie, l'IVG, la fécondation *in vitro*. Autant de thèmes lui permettant d'analyser la vie là où elle se met en jeu, là où elle semble aussi se dérober. L'indétermination qui s'y joue trouve un corollaire dans la notion de réversibilité, la maîtrise de celle-ci devenant un enjeu central des rapports sociaux. Dans différents domaines (travail, éducation, famille, études, santé, environnement, risques industriels), la question de la réversibilité interpelle notre capacité à réexaminer les choix posés ou les situations pour parvenir à infléchir le cours des événements. Mais dans quelle mesure nos sociétés ont-elles une prise réelle sur les grands défis environnementaux et planétaires qui nous préoccupent ? Dans quelle mesure la tentative de maîtriser des réversibilités locales peut-elle finalement déboucher sur de nouvelles irréversibilités plus larges, tant à force de vouloir maîtriser l'incertain, on finit également par en créer ?



## La pratique de la sociologie au Maroc : évolution institutionnelle et nouveaux défis

L'institutionnalisation de la sociologie au Maroc est marquée par une longue période de rupture voire d'exclusion du champ académique. Si l'émergence de la sociologie au Maroc est intimement liée à la période coloniale, à la veille de l'indépendance une nouvelle génération s'approprie cette discipline. La création de l'Institut de sociologie traduit l'ambition de la première génération des sociologues marocains de construire les fondements d'une sociologie nationale. Toutefois la fermeture de l'Institut en 1970 freine la mise en œuvre de ce projet et c'est à la fin des années 1990 que la sociologie retrouve sa place au sein des universités marocaines.

### Genèse de la pratique sociologique au Maroc

À l'instar des autres pays du Maghreb (Algérie et Tunisie), les premières pratiques sociologiques au Maroc ont été lancées par les « bureaux arabes » (Berque, 1956). Œuvre des officiers militaires, la connaissance occidentale était centrée sur l'étude de la tribu, la chronique des insurrections, la famille patriarcale. Les auteurs de cette première époque appartiennent, selon Jacques Berque, à la génération romantique. « Romantique est leur sens de l'exotisme, leurs partis-pris en faveur d'une civilisation dont ils ont le mérite de dégager la noblesse d'allure en même temps que les puissances d'appel » (Berque, 1956 : 299).

La création de la « mission scientifique » à Tanger en 1904 marque le début de l'institutionnalisation et de l'accumulation de la connaissance coloniale sur les structures

sociales marocaines. Dans le but de préparer des études méthodiques du milieu marocain, la « mission scientifique » a pris en charge la publication des *Archives marocaines*, la *Revue du monde musulman* et la Collection villes et tribus du Maroc.

Cette période voit apparaître de nombreux travaux anthropologiques, ethnologiques et sociologiques qui sont menés par les mêmes personnes, d'où la difficulté de tracer des frontières claires entre ces disciplines<sup>1</sup>. Orientée vers le but de saisir les dynamismes internes de la société marocaine, la connaissance scientifique coloniale touche divers thèmes. Elle vise à reconstituer le catalogue du Maroc, son système politique « le *makhzen* », son système tribal, ses confréries, ses villes, ses coutumes... C'est l'époque faste d'une sociologie utilitaire « où se mêlent une curiosité scientifique et une saveur idéologique caractéristique d'une science sociale au service du «politique» » (Bentahar & Bouasla, 1988 : 27).

Plusieurs chercheurs, des officiers, des administrateurs, des contrôleurs civils et des universitaires, marquent la pratique sociologique « officielle »<sup>2</sup>. Parmi eux se détachent Édouard Michaux-Bellaire et Robert Montagne (pour plus de détails voir Khatibi, 1967).

Juste avant la fin du protectorat, une nouvelle orientation, critique de la production sociologique coloniale, s'amorce par l'œuvre de Jacques Berque. Par cette interrogation, qu'il adresse en particulier à Robert Montagne, « qu'est ce qu'une tribu nord-africaine ? » (Berque, 1953), il annonce le début d'une remise en question du savoir colonial et une refonte profonde des objets de recherches et des méthodes de travail. C'est la tâche que se voit assignée la première génération des sociologues marocains dans le but de construire une nouvelle connaissance sociologique « objective » de leur propre société.

### Institutionnalisation de la sociologie dans le Maroc indépendant

Promue pour participer à la construction du nouvel État indépendant, la sociologie a connu un sort particulier au Maroc. Trois grands

moments ont marqué l'évolution de l'institutionnalisation de la sociologie au Maroc.

### 1. Construction d'une sociologie critique et objective

La première institutionnalisation académique de la sociologie au Maroc débute avec la création en 1959 de l'Équipe interdisciplinaire de recherches en Sciences humaines (E. I.R.E.S.H) de l'Institut de sociologie à Rabat en 1960 et en 1965 de l'Association des chercheurs en sciences sociales.

L'enseignement de la sociologie à l'Institut de sociologie comporte trois certificats : sociologie, démographie et statistique sociale et anthropologie culturelle. 266 étudiants y étaient inscrits en 1965-66 et 19 étudiants licenciés (Khatibi, 1967 : 59). Conçu comme structure à la fois d'enseignement et de recherche, l'institut de sociologie est devenu pratiquement un organisme d'enseignement à cause du manque d'enseignants et de la faiblesse des moyens financiers et logistiques. Le rapport d'expertise de Pierre Conne, initié par l'UNESCO, soulignait l'absence d'un département de recherche à l'Institut de sociologie (Conne, 1964).

À la même période, l'Institut de sociologie lance les Cahiers de l'Institut de la sociologie (un numéro par an). En plus de cette revue, il existait le Bulletin économique et social du Maroc (revue trimestrielle publiée depuis 1933 par la Société d'études économiques, sociales et statistiques) et la revue Al Baht al ilmi publiée par le Centre universitaire de la recherche scientifique et qui comportait une rubrique sociologie.

L'introduction de la sociologie dans le système universitaire par des jeunes sociologues a pour objectif la refondation d'une sociologie nationale et la promotion de la recherche scientifique. Ce sont, selon Alain Roussillon « des individualités, réfractaires au mandarinat, parmi lesquelles émerge la figure de Paul Pascon (1932-1985), [...], qui vont poser les premières bases d'un champ scientifique autochtone, bientôt rejoints

par une poignée de jeunes intellectuels marocains » (Roussillon, 2002 : 207).

Il s'agit, pour cette première génération de sociologues marocains, d'une part de rompre avec l'héritage colonial en s'éloignant de ses concepts, d'autre part de participer aux projets de développement du pays par la mise en place d'une sociologie critique et objective. Ainsi leurs travaux se caractérisent par une profonde réflexion, d'un côté sur la validité de l'usage des méthodes, de concepts et de théories occidentales et, de l'autre côté, sur la construction d'un appareil théorique et conceptuel élaboré sur place par le sociologue et sur la manière dont il faut l'expérimenter dans la réalité. La tâche essentielle de la sociologie consiste à mener alors une double critique (Khatibi, 1975 : 1) : « Une déconstruction des concepts issus du savoir et des discours sociologiques qui ont parlé à la place du monde arabe. En même temps, une critique du savoir et des discours élaborés par les différentes sociétés du monde arabe pour elles mêmes ».



Dans leurs premières publications, ces jeunes chercheurs mettent l'accent sur la vocation « militante » du savoir sociologique ; la sociologie, écrit Paul Pascon, « est sommée de fournir les moyens et les recettes pour transformer la société vers une fin qui est censée être bonne. Par qui ? Par le pouvoir ? Par le contre-pouvoir ? Par le ministère ? Par le parti ? » (Pascon, 1979 : 62).

Sur le plan méthodologique, cette attitude s'est traduite par une attention particulière accordée à l'étude et à l'observation des faits sociaux. La notion de « société composite », créée par Paul Pascon, traduit ce souci de construire des nouveaux concepts et des nouveaux outils de collecte des faits pour analyser les différentes sociétés (patriarcales, théocratiques, tribales, caïdales), qui coexistent, parfois au même moment et sur le même lieu, au sein de la société marocaine. La nature composite de la société marocaine impose aux chercheurs de suivre une démarche méthodologique spécifique (Pascon, 1967). Le marxisme offre, pour ces jeunes sociologues, les outils adéquats pour

penser et comprendre la spécificité des cultures et des structures sociales marocaines (Bouderbala, 2007).

Les thèmes explorés par les sociologues sont fortement liés aux projets de développement initiés au lendemain de l'indépendance ; ils s'inscrivent dans la logique du grand combat du sous-développement. Le champ de la sociologie rurale constitue le fondement de nouvelles orientations sociologiques ; le rôle du sociologue rural consiste à « examiner les voies et les moyens de la pénétration de la culture urbaine, industrielle, occidentale, entretenant ainsi l'aliénation de la société rurale, dont la société globale n'est d'ailleurs pas épargnée » (Zougari, 2007 : 299). L'étude des phénomènes ruraux est conçue comme un analyseur des changements sociaux ; l'exploration de ce champ sociologique permet de saisir les formes de domination coloniale et de domination interne, la prolétarianisation du *fellah* marocain, l'émigration des ruraux dépossédés de leurs terres. L'objectif de ces premiers sociologues est de rendre compte de ces nouvelles catégories sociales et du système de stratification sociale.



Dans ce cadre s'inscrivent les travaux de plusieurs sociologues qui ont marqué le début de la sociologie au Maroc comme le montre fort bien le premier bilan, dressé par Abdelkader Khatibi, de la sociologie au Maroc de 1912 à 1967. À côté de Paul Pascon, Jacques Berque est devenu l'initiateur d'une transformation radicale de la pensée sociologique au Maroc (Nicolas, 1961 : 539). Les jeunes chercheurs André Adam et Jean-Paul Trystam, collaborateurs de Robert Montagne et enseignants de l'enseignement secondaire, se sont intéressés aux problématiques urbaines et aux nouvelles catégories de la société marocaine. Une autre figure de cette période est Grigori Lazarev, qui a centré ces recherches sur la question rurale au Maroc.

## 2. Fermeture de l'Institut de sociologie sur ordre du palais en 1970

Après la fermeture de l'Institut de sociologie, la recherche sociologique s'implante à partir de 1969 au sein de l'Institut agronomique et vétérinaire Hassan II où Paul Pascon assure plusieurs fonctions : responsable administratif, chercheur et enseignant. Il est à deux reprises directeur de l'Office régional de la mise en valeur agricole dans le Haouz (1966-1970) et dans le Gharb (1972). Dans le domaine de la recherche, Paul Pascon continue, jusqu'à son décès accidentel en 1985, avec les membres de son équipe, de jeter les bases de la sociologie rurale. La majorité de ses recherches, à titre individuel ou en collaboration avec les membres de son équipe, sont publiées dans le Bulletin économique et social du Maroc. Cette revue est arrêtée, à son tour, en 1988.

La période qui suit se caractérise par l'isolement et le repli des sociologues. Ce repli se manifeste soit par un changement d'objet d'étude ou de centre d'intérêt (c'est le cas d'Abdelkader Khatibi qui s'est consacré par la suite à l'écriture littéraire) ; soit par l'investissement dans une carrière académique (la recherche scientifique s'arrête avec l'accès au plus haut grade académique). La production scientifique est à son tour très faible ; seuls une poignée de sociologues marocains, de par leurs liens étroits avec des groupes de recherches internationaux, continuent à publier leurs travaux.

La production scientifique, si faible soit elle, est marquée par l'émergence de nouveaux objets de recherche et de nouvelles orientations théoriques et méthodologiques. Outre les transformations rurales, d'autres objets d'études voient le jour tels que la condition féminine et l'évolution des structures familiales, les enjeux sociaux de la question éducative, les transformations urbaines (Bourqia, Mernissi, El Harras, Bensaïd, Chekroun ...).

Cette période voit apparaître également des travaux anthropologiques qui développent une approche critique et analytique du modèle segmentaire. Fruits des initiatives individuelles, ces travaux explorent des domaines divers comme la sainteté, les groupes religieux, le rapport entre le religieux et le politique (Bourqia, Hammoudi, Rachik, Tozy...).



Au niveau académique, la sociologie (comme la philosophie et la psychologie) est enseignée uniquement dans deux Facultés des Lettres et Sciences humaines : Rabat et Fès. Dans les autres Facultés, la majorité des sociologues enseignent dans des départements annexes peu en rapport avec leur formation. Ce sont ces derniers qui vont saisir la conjoncture politique et sociale (la transition politique, la menace terroriste après les incidents du 16 mai) pour faire revenir la sociologie au sein des universités.

### 3. La réinstitutionnalisation de la sociologie ou la reconnaissance universitaire

Depuis la fin des années 1990, l'enseignement de la sociologie a connu une évolution rapide. On compte à ce jour 10 départements de sociologie dans les différentes universités du pays<sup>3</sup>. La création de nouveaux départements de sociologie marque également l'autonomie de l'enseignement de la sociologie qui était sous la tutelle des chaires de philosophie. À cette institutionnalisation accélérée s'ajoute un accroissement du nombre des étudiants qui choisissent cette discipline et un élargissement du champ de la pratique sociologique.

Toutefois la réinstitutionnalisation de la sociologie varie d'un département à l'autre (selon les contextes locaux)<sup>4</sup>. Elle est tributaire des conditions académiques de la création du département, des personnes qui ont été à l'origine de cette création, et enfin de leurs parcours professionnels et de leurs ancrages disciplinaires (des sociologues, des philosophes ou des anthropologues). L'ouverture des nouveaux départements est soumise à des logiques particulières et s'opère dans des conditions académiques difficiles et parfois précaires. La majorité de ces nouveaux départements démarre avec deux ou trois professeurs, appartenant à des disciplines différentes comme la sociologie, l'anthropologie ou la philosophie. C'est le cas par exemple au département de sociologie à Mekhnès.

Cette reconnaissance universitaire de la sociologie traduit également une revalorisation politique et sociale des savoirs sociologiques. La revalorisation de l'enseignement de la sociologie et de sa contribution à la construction d'un développement fondé sur des bases solides

est un moyen pour contrer la montée de l'islamisme parmi les jeunes.

Le nombre des étudiants en sociologie ne cesse d'augmenter, même s'il varie d'un département à l'autre. L'engouement des bacheliers pour la sociologie traduit d'une part le fort attrait qu'exerce la sociologie sur la nouvelle génération des étudiants marocains, d'autre part la place singulière qu'occupe actuellement la sociologie dans le champ universitaire.

Toutefois la sociologie est victime de son succès ; le manque criant de personnel enseignant, dans les anciens comme dans les nouveaux départements, pose des problèmes insurmontables au niveau de l'enseignement, de l'encadrement des étudiants et de la recherche, notamment dans les départements qui connaissent un très fort nombre d'étudiants comme à Marrakech, Fès, Mekhnès et Agadir<sup>5</sup>. Ces problèmes mettent en jeu la crédibilité même de la formation. La majorité des sociologues interrogés éprouve un sentiment de malaise par rapport aux conditions d'exercice de leur métier où ils rencontrent de grandes difficultés. Ces sociologues sont également sceptiques quant aux effets de cette reconnaissance institutionnelle de la sociologie sur le rôle que peut jouer le savoir sociologique dans le processus de développement.

#### *Les curricula des départements de sociologie*

L'évolution institutionnelle de la sociologie a contribué à l'ouverture sur de nouveaux champs sociologiques. La comparaison des programmes d'enseignement, en particulier de l'année de licence<sup>6</sup>, de six départements de sociologie, permet de distinguer entre deux types de champs de sociologie :

- les champs classiques : ceux qui étaient enseignés dans l'ancien système universitaire (avant la mise en place de la réforme LMD en 2002) : sociologie rurale, sociologie urbaine, sociologie du monde arabe, sociologie du développement. Ce dernier est l'un des champs les plus dominants, il est enseigné dans les six départements de sociologie. La prédominance de ce champ s'inscrit dans la nouvelle orientation politique qui œuvre en faveur de l'éradication de toutes les formes d'exclusion sociale par la mise en place d'une nouvelle conception du développement social.

- les champs émergents : nouveaux champs enseignés actuellement dans la majorité des départements de sociologie comme la sociologie de la religion, de la santé, des entreprises, des organisations, de l'éducation, de la famille, de la délinquance ou de la déviance. On peut ajouter les nouveaux champs de l'anthropologie (anthropologie religieuse, espaces anthropologiques, anthropologie urbaine) qui sont enseignés dans quelques départements.

Le choix de certains champs sociologiques est le fruit d'une négociation interne, il dépend des moyens du département, du parcours des enseignants et de leurs thèmes de recherches. Certains enseignants parlent non seulement d'une imposition de leur champ de recherche mais également d'une nouvelle conception de la sociologie (comme le caractère sensible de la sociologie des religions).

#### *De nouvelles structures de recherche*

On relève également des changements dans l'organisation de la recherche sociologique. Au niveau national, on assiste à l'émergence de nouvelles structures de recherches (laboratoire de recherche, groupe de recherche, ou centre de recherche) dans quelques départements de sociologie (voir tableau ci-dessous) <sup>7</sup>.

	Rabat	Fès	Marrakech	Mohammedia
Laboratoires de recherche		Sociologie du développement social		Laboratoire interdisciplinaire Société et économie
Groupes de recherche	<p>Groupe de Recherches et d'études sociologiques</p> <p>Groupe d'étude et de recherche sur le développement humain</p>		<p>Communication Entreprise et Culture de développement</p> <p>Actions, Emploi, Formation, Cognition, Transitions psychosociales, Insertion</p>	
Centre de recherche		Centre de recherches et d'études psychologiques et sociologiques		

Cette restructuration de la recherche sociologique a donné naissance, dans certaines universités, à des collaborations internationales et nationales. L'ouverture de la recherche sociologique sur l'extérieur, quoique encore très faible, revêt des formes différentes, contrats de recherche notamment avec des universités françaises ou organisation de colloques internationaux. Au niveau national, l'organisation des séminaires ou des journées d'études est l'occasion de rencontres et d'échanges entre les sociologues marocains.

## **Les nouveaux défis de la pratique sociologique au Maroc**

S'il est clair que la sociologie est l'objet d'un intérêt certain de la part du pouvoir public et que l'on attend des sociologues une contribution à l'analyse des grandes mutations que traverse la société marocaine, il n'en demeure pas moins que son intervention est encore très limitée comme le confirme l'étude bibliométrique de l'ensemble des recherches en sciences sociales publiées de 1960 à 2006 (Cherkaoui, 2009). Plusieurs facteurs expliquent cette situation : faiblesse des moyens de financement, manque d'un cadre juridique motivant le chercheur, absence d'une revue spécialisée en sociologie... À défaut d'une politique publique de la recherche scientifique, la pratique de la recherche est basée essentiellement sur l'initiative individuelle ou « les réseaux individuels », elle se fait en dehors de l'institution universitaire.

Les thèmes de recherches sont tributaires des demandes externes et internes ; ils sont liés à des critères conjoncturels plutôt qu'à des stratégies de recherche, Les recherches actuelles liées aux problèmes du développement (pauvreté, marginalisation et exclusion, santé, environnement) répondent plus à des demandes politiques et sociales qu'à des projets de pérennisation de la recherche ; ce qui ne favorise pas l'accumulation scientifique.

Le principal défi de la sociologie réside dans sa refondation sur de nouvelles bases permettant de dynamiser la formation supérieure et la production scientifique <sup>8</sup>. La pratique de la sociologie a besoin, plus que jamais, d'une définition précise des orientations de la recherche dans le cadre national et plus largement dans le cadre international. Si la tendance, avec la nouvelle réforme, est à l'intensification des structures de recherche, le risque, sans une définition claire des objets de recherche, sans rigueur scientifique, est qu'elles deviennent des structures vides. D'où un travail élémentaire de communication entre sociologues, de circulation de l'information, et de coordination et d'évaluation des études qui s'impose pour planifier le devenir scientifique de cette discipline.

Un autre défi crucial concerne la question linguistique au Maroc. L'arabisation de la

sociologie remonte au début des années 1970<sup>9</sup> ; elle s'inscrit dans une optique politique générale qui touche l'ensemble des disciplines en sciences sociales. Dans cette optique, l'arabisation des sciences humaines renvoie à la dimension culturelle des sociétés du monde arabo-musulman. Dans les années 1980, le débat des sociologues arabes était polarisé autour de la question de la spécificité de leur société, il « opposait ceux qui considèrent que la sociologie du monde arabe doit contribuer à une science « universelle » à ceux pour lesquels les sciences humaines et sociales ne peuvent aucunement prétendre à l'universalité » (Ben Salem, 2004 : 91). Cette situation va se solder au Maghreb, notamment en Algérie et en Tunisie, par un clivage entre les sociologues arabophones et francophones qui travaillent sur des champs et des problématiques différentes (Madoui, 2007 ; Melliti & Mahfoudh-Draoui, 2009).

Au Maroc, la politique d'arabisation apparaît aujourd'hui comme un échec<sup>10</sup> ; selon certains spécialistes de la question linguistique au Maghreb, cet échec « se situe par rapport à l'objectif initial qui était de permettre à des enfants maghrébins de s'enraciner dans leur langue écrite de culture, à savoir l'arabe classique et en même temps de dominer une langue étrangère. Or, la masse ne maîtrise ni l'une ni l'autre » (Moattassime, 1993 : 168). Alors que la première génération des sociologues marocains était formée dans la tradition sociologique occidentale, que leurs orientations théoriques ont été puisées dans les paradigmes scientifiques forgés en Europe, et que leurs recherches traduisent une réelle volonté de s'inscrire dans les débats théoriques et méthodologiques de la communauté internationale, la question de la situation des générations montantes se pose avec beaucoup d'acuité. Sous l'effet des politiques linguistiques mal conduites, ces nouvelles générations se trouvent coupées « de l'accumulation de savoir déjà réalisée dans leurs disciplines et d'un champ scientifique « transnational » auquel le Maroc francophone avait accès de plain-pied, en même temps que de réactiver des modes d'organisation de la pensée que l'on peut s'accorder, sinon à qualifier de « traditionnels », du moins comme déconnectés des courants contemporains des sciences sociales » (Roussillon, 2002 : 216). Cette coupure de la

nouvelle génération des sources du savoir sociologique est un élément majeur qui pèse lourd sur l'avenir de la pratique sociologique au Maroc et sur son inscription dans les débats scientifiques de la communauté internationale.

**Khadija Zahi**  
<khadijazahi@menara.ma>

### Références bibliographies

- BEN SALEM L. (2004), « Le dilemme de la construction de la sociologie au Maghreb. Pluralité référentielle et projet scientifique », dans MAHÉ A. & K. BENDANA (dir.), *Savoir du lointain et sciences sociales*, Saint-Denis, Éditions Bouchene, pp. 81-92.
- BENTAHAR M. & T. BOUASLA (1988), « La sociologie coloniale et la société marocaine (1830-1960) », dans *La Sociologie marocaine contemporaine. Bilan et perspectives*, Publications de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Rabat, pp. 13-58.
- BERQUE J. (1953), « Qu'est ce qu'une tribu nord-africaine ? » dans collectif, *Hommage à Lucien Febvre*, Paris, Éditions Armand Colin, pp. 261-271.
- BERQUE J. (1956), « Cent vingt-cinq ans de sociologie maghrébine », *Annales ESC*, Vol. 11, n° 3, juillet/septembre, pp. 296-324.
- BOUDERBALA N. (2007), « Souvenir du Paul », dans *Hommage à Paul Pascon : devenir de la société rurale, développement économique et mobilisation sociale*, Al Jadida-Rabat, Éditions El Maarif, pp. 19-21.
- CHERKAOUI M. (2009), *Enquête sur l'évaluation du système national de la recherche dans le domaine des sciences humaines et sociales : Rapport de synthèse*, Ministère de l'enseignement supérieur et de la formation des cadres, Rabat.
- CONNÉ P. (1964), *Maroc, Sciences Sociales auprès de l'Institut de sociologie de l'université de Rabat*, Paris, UNESCO.
- KHATIBI A. (1967), *Bilan de la sociologie au Maroc*, Rabat, Publication de l'Association pour la recherche en Sciences Humaines.

KHATIBI A. (1975), « Sociologie du monde arabe. Positions », *BESM*, 126, 1, pp. 13-26.

MADOUÏ M. (2007), « Les sciences sociales en Algérie. Regards sur les usages de la sociologie », *Sociologies Pratiques*, n° 15

MELITTI I. & MAHFOUDH-DRAOUI D. (2009), « Les sciences sociales en Tunisie. Histoire et enjeux actuels », *Sociologies Pratiques*, n° 19

MOATTASSIME A. (1993), « Arabisation et langue française », *Confluences*, n° 8 Automne, pp. 163-171.

NICOLAS G. (1961), « La Sociologie rurale au Maroc pendant les cinquante dernières années : évolution des thèmes de recherche », *Tiers-Monde*, V 2, n° 8, pp. 527-543.

PASCON P. (1967), « La nature composite de la société marocaine », *Lamalif*, n°17, dans « 30 ans de sociologie du Maroc », *BESM*, n° 155-156, janvier 1986, pp. 211-215.

PASCON P. (1979), « La sociologie rurale, pourquoi faire ? », dans « 30 ans de sociologie du Maroc », *BESM*, n° 155-156, janvier 1986, pp. 59-70.

ROUSSILLON A. (2002), « Sociologie et identité en Égypte et au Maroc : le travail de deuil de la colonisation », *Sciences humaines, Revue d'histoire des sciences sociales*, n°2, pp. 193-221.

ZOUGGARI A. (2007), « Le métier de sociologue selon Paul Pascon », dans *Hommage à Paul Pascon : devenir de la société rurale, développement économique et mobilisation sociale*, Al Jadida- Rabat, Éditions El Maarif.

## Notes

1. Certains chercheurs utilisent le terme « sciences sociales » ou « *social scientist(s)* » qui englobe toutes ces disciplines.

2. À côté de cette sociologie « officielle » intimement liée à l'administration coloniale, il existait une autre sociologie « de type académique » qui tentait de se dégager des préoccupations de l'administration coloniale. Cette sociologie est représentée par Charles Le Cœur (Khatibi, 1967, p. 14).

3. À partir de la fin des années 1990, la sociologie est enseignée dans de nouveaux départements des Facultés des Lettres et Sciences Humaines : Marrakech (1998-99),

Kenitra (2002-03), Mekhnès (2003-04), Mohammedia (2004-05), Tétouan (2004-05), El Jadida (2007-08), Fès Sais (2007-08), Agadir (2008-09).

4. Enquête par entretien auprès de 17 sociologues appartenant aux départements de sociologie de Rabat, Fès, Marrakech, Mohammedia, Mekhnès et Kenitra.

5. Afin d'éviter ces problèmes, certains départements (Rabat, Mohammedia, Kenitra, Tétouan) ont opté pour une inscription sur dossier pour réduire le nombre des nouveaux inscrits.

6. Rabat, Fès, Mohammedia, Mekhnès, Marrakech, Kenitra. Depuis la mise en place de la réforme LMD, ce sont les départements qui constituent les unités d'enseignements du semestre 5 et 6 en fonction des besoins du marché de l'emploi.

7. L'absence de structure de recherche dans les autres départements de sociologie s'explique par leur récente mise en place, par le manque de cadres enseignants et surtout par le grade universitaire des enseignants, en majorité des professeurs assistants. Selon la nouvelle charte de la recherche en effet, les structures de recherche doivent être présidées par des professeurs de l'enseignement supérieur ou par des professeurs habilités.

8. C'est autour de cet enjeu majeur que des sociologues marocains se sont rencontrés dans le cadre d'un colloque national sur « les pratiques de la sociologie au Maroc à l'aube du XXIème siècle : refondation et perspectives. », organisé par le laboratoire interdisciplinaire société et économie, Université Hassan II Mohammedia Casablanca, Février 2010.

9. Actuellement, la sociologie est enseignée en langue arabe dans tous les départements de sociologie à l'exception du département de sociologie de Mohammedia où 60% des enseignements sont en français.

10. Notons que ce constat d'échec n'est pas spécifique au Maroc, l'Algérie et la Tunisie connaissant, à une différence de degré entre eux, la même situation.

## Informations éditoriales

La *Lettre* de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française est adressée  
- à tous ses membres par voie électronique  
- à ses partenaires institutionnels ou scientifiques

### Responsable éditorial :

André Petitat

### Conception :

Sophie Le Garrec

### Réalisation :

Odile Saint Raymond

**Crédits photos :** Philippe Delbos, Odile Saint Raymond, [www.photo-libre.com](http://www.photo-libre.com)

**Contact :** <[aislf@univ-tlse2.fr](mailto:aislf@univ-tlse2.fr)>

**Retrouvez la *Lettre* sur notre site Internet :**

[www.aislf.org](http://www.aislf.org)